

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3589 - JEUDI 03 OCTOBRE 2019

CONFLITS DANS L'EST DE LA RDC

La Monusco appelle à des solutions politiques et économiques pérennes

La présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 1er octobre, au Palais du peuple, le représentant spécial adjoint du secrétaire général adjoint des Nations unies pour la protection et les opérations. Leurs échanges ont porté sur les moyens de renforcer le partenariat entre le parlement et la Monusco en vue de trouver des solutions économiques et politiques aux

conflits dans l'est de la RDC.

François Grignon a estimé que la seule solution militaire pour sauver des vies n'était pas efficace face à la récurrence des conflits et préconisé des solutions adéquates pérennes dans les régions en proie aux conflits qui impliqueraient le parlement congolais, en général, et l'Assemblée nationale, en particulier.

Page 3



Des Casques bleus de la Monusco



Me Georges Kapiamba, coordonnateur de la CRC

GOVERNANCE PUBLIQUE

L'Acaj réclame des enquêtes sur le patrimoine des anciens dirigeants du pays

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a exhorté, le 1er octobre, le procureur près le parquet de la Cour constitutionnelle à enquêter sur les patrimoines de l'ancien président de la République, Joseph Kabila, et des anciens Premiers ministres, conformément à l'article 99 de la Constitution.

Citant les informations fiables en sa possession,

Acaj fait remarquer que plusieurs d'entre ces anciens dirigeants du pays n'ont jamais déclaré leur patrimoine à la fin de leur mandat. L'action permettrait, selon l'ONG, à s'assurer que les anciennes autorités nationales ne se seraient pas enrichies illicitement au préjudice de l'Etat.

Page 4

MINIÈRE DE BAKWANGA

Le directeur général Albert Mukina démis de ses fonctions



Le siège de la Miba à Mbuji-Mayi (Kasai Oriental)

Il est reproché à ce responsable ses limites et incohérences dans la gestion courante de cette entreprise publique productrice de diamant industriel et sa nonchalance dans l'exécution des décisions. C'est ce qui ressort de la session du Conseil d'administration de cette société minière tenue du 25 au 27 septembre dernier. Rappelons que sous sa gestion, plusieurs tra-

vailleurs ont été envoyés au chômage, accusant des retards de plus de soixante mois d'arriérés de salaire. Basée à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental), la Minière de Bakwanga est tombée en faillite à cause de la mégestion et de la vétusté de ses équipements.

Page 2

ASSAINISSEMENT

Le bourgmestre de Bandalungwa supervise l'opération « Kin bopeto »

Dans le cadre de la campagne de salubrité initiée par le gouverneur de la ville de Kinshasa, Bayllon Thierry Gaibene a effectué, le week-end dernier, une ronde d'inspection sur plusieurs avenues et dans les quartiers de sa municipalité. L'activité a permis à la nouvelle autorité municipale de Bandalungwa de palper du doigt l'état d'avancement des travaux de salubrité lancés il y a près d'un mois déjà. En exécutant personnellement certaines tâches, le bourgmestre a invité ainsi ses administrés à lui emboîter le pas et à s'approprier cette initiative lancée par l'autorité urbaine de la ville-province de Kinshasa.



Bayllon Gaibene et le musicien Reddy Amisi

Page 4

ÉDITORIAL

Solidarité

Le temps viendra n'en doutons pas, et sans doute plus vite qu'on ne le croit, où ce qui est perçu aujourd'hui comme une exception, un devoir assigné aux seules organisations humanitaires et caritatives, à savoir la solidarité, s'imposera de nouveau comme une règle de vie pour chacun des habitants de la planète. Chez nous comme ailleurs.

Longtemps placée au cœur des relations sociales, en particulier dans la famille, le quartier, le village, elle en a été chassée ces derniers temps par la recherche intensive du confort et du plaisir individuels que favorisent l'élévation rapide des niveaux de vie, la généralisation des nouvelles technologies dans le domaine de la communication, l'affirmation de l'individualisme qui en découle, bref la rupture avec les traditions héritées des temps antérieurs.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder comment les nouvelles générations s'enferment dans un rapport de plus en plus étroit avec leurs téléphones portables, leurs smartphones, leurs tablettes et autres moyens de communication où le monde abstrait et le jeu dominant au détriment de la vie réelle.

Dans un semblable contexte, le temps viendra très vite où tisser à nouveau les liens humains, sociaux, culturels sur lesquels nos sociétés se sont construites dans les siècles passés s'imposera comme un impératif vital. Nous en avons déjà la preuve dans les pays riches de l'hémisphère nord où les mouvements collectifs comme celui des «gilets jaunes», en France, se multiplient au point de devenir des réalités incontournables qui contraignent le pouvoir politique à explorer de nouvelles voies pour redonner vie à un dialogue social en voie de disparition.

Rendre à la société sa cohérence, son unité, son dynamisme grâce à la solidarité ne sera certainement pas facile dans le contexte global ainsi résumé. Mais cet idéal devra figurer en bonne place dans le programme collectif des années à venir car c'est de lui que surgiront les progrès auxquels notre peuple aspire aujourd'hui comme tous les peuples qui l'entourent et qui subissent de plein fouet les effets de l'individualisme que génèrent le développement, la richesse, le confort, bref les progrès matériels dont personne ne saurait raisonnablement se plaindre.

Le Courrier de Kinshasa

MINIÈRE DE BAKWANGA

Albert Mukina démis de ses fonctions

Il est reproché au directeur général ses limites et incohérences dans la gestion courante de l'entreprise publique productrice de diamant industriel et sa nonchalance dans l'exécution des décisions du Conseil d'administration.



Le siège de la Miba à Mbuji Mayi (Kasai Oriental)

Société productrice du diamant, la Minière de Bakwanga (Miba), hier fleuron de la République démocratique du Congo au regard de sa contribution au budget national, est actuellement en faillite. Rien ne tourne plus dans cette entreprise d'Etat à cause de la mégestion des animateurs de différents comités de gestion qui se sont succédé à sa tête, plus préoccupés par des besoins de survie que de l'avenir de l'entreprise et des travailleurs voués à leur triste sort.

Albert Mukina Kanda Kanda, jusque-là directeur général de la Miba, n'a pas mieux fait que ses prédécesseurs. L'intéressé se serait empêtré, lui aussi, dans le cycle infernal de dilapidation de ce qui restait encore comme

patrimoine de cette entreprise moribonde, à en croire le président du Conseil d'administration, Mbaya Tshiakany. Au cours de la session de ce Conseil d'administration tenue du 25 au 27 septembre dernier, la décision a été prise d'éjecter le directeur général qui aurait fait montre des limites dans la gestion de l'entreprise.

Cette décision était sans appel d'autant plus que l'incriminé n'avait jamais affiché quelques signes de changement dans sa manière de gérer la société, nonobstant les incessants reproches qui lui étaient faits. « Le Conseil d'administration a fait le malheureux constat de vos limites et incohérences dans la gestion courante de la société

et dans l'exécution de ses décisions, mettant ainsi la société dans des difficultés énormes de fonctionnement et dans l'impossibilité d'atteindre les objectifs assignés », peut-on lire dans la correspondance adressée au directeur général.

Albert Mukina Kanda Kanda est donc démis de ses fonctions et ne peut plus engager l'entreprise. Il est rappelé que sous sa gestion, bon nombre de travailleurs ont été envoyés au chômage accusant des retards de plus de soixante mois de salaire. Certains sont allés jusqu'à accuser cent cinquante-six mois d'arriérés de salaire sans parler de plusieurs cas sociaux non pris en compte par la société.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maoiakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONFLITS DANS L'EST

La Monusco en appelle à des solutions politiques et économiques pérennes

Après le Sénat, le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies, François Grignon, est allé réitérer à la présidente de l'Assemblée nationale, Jeannine Mabunda, l'urgence des solutions appropriées aux conflits récurrents dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

La présidente de la chambre basse du parlement a reçu, le 1er octobre au Palais du peuple, le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies pour la protection et les opérations. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur les moyens de renforcer le partenariat entre le parlement et la Monusco en vue de trouver des solutions économiques et politiques aux conflits dans l'est du pays.

François Grignon a estimé que la seule solution militaire pour sauver des vies n'était pas efficace face à la récurrence des conflits et par conséquent, a appelé à des solutions qui



François Grignon et Jeannine Mabunda

impliqueraient le parlement congolais, en général, et l'Assemblée nationale, en particulier. Il a réitéré sa demande aux élus du peuple pour trouver des

solutions adéquates pérennes dans les régions en proie aux conflits.

A cet effet, l'envoyé des Nations unies a estimé que le rôle

de l'Assemblée nationale et des parlementaires pour trouver des solutions politiques sur le terrain était critique. La solution proposée n'est autre que

la consolidation du partenariat avec le parlement. Cela devrait permettre d'engager des processus de résolution pérenne des conflits dans les régions en proie aux guerres.

La rencontre avec la présidente de l'Assemblée nationale est intervenue plusieurs jours après celle avec le Sénat, où François Grignon avait également abordé les questions sécuritaires avec son président, Alexis Thambwe Mwamba. Elle met en exergue le rôle des parlementaires à trouver des solutions sur le terrain.

Par ailleurs, la Monusco entend également renforcer son soutien à la police nationale congolaise, notamment dans la réhabilitation des infrastructures à travers des projets à impact rapide. Cette démarche, a précisé François Grignon, est justifiée par le fait que la police est un élément essentiel dans le rétablissement d'un Etat de droit et de la sécurité en RDC.

Jeannot Kayuba

INFRASTRUCTURES ET ÉNERGIE

Des clés d'un nouvel essor économique en RDC

Dans une tribune rendue publique le 1er octobre, Koketso Lediga, juriste et directrice générale d'Infra-Afrika Advisory, organisation basée en Afrique du Sud, estime que pour la République démocratique du Congo (RDC), la poursuite d'une économie florissante est tout à fait à portée de main compte tenu de sa richesse en ressources naturelles qui pourraient lui permettre de contribuer à la croissance économique de l'Afrique et à l'approvisionnement mondial en matières premières telles que le cuivre.

Le nouveau gouvernement de la RDC, a indiqué l'experte, semble s'être engagé à exploiter ses ressources naturelles, comme en témoignent les nombreuses réformes sectorielles déjà mises en œuvre. « Les plus significatifs, à court et à long terme, sont le développement d'infrastructures d'investissement et les énergies renouvelables, les amendements à la législation sur les mines, le pétrole et le gaz, ainsi que sa participation à l'Initiative pour la transparence des industries extractives », fait savoir Koketso Lediga.

En ce qui concerne les infrastructures et l'énergie, rappelle-t-elle, la RDC a attiré l'attention mondiale grâce au plus grand projet hydroélectrique proposé au monde, connu sous le nom de projet Grand Inga, visant à générer environ 40 000 MW



Koketso Lediga

d'énergie à partir d'eau provenant de l'embouchure du fleuve Congo. « Cette quantité d'énergie peut répondre aux besoins d'une multitude de personnes à l'intérieur et au-delà des frontières de la RDC. Bien que ce magnifique projet en six phases ne soit pas devenu réalité, le pays est en train de créer des synergies pour améliorer ses infrastructures et assurer un approvisionnement énergétique durable et stable à ses citoyens », soutient la directrice générale d'Infra-Afrika Advisory. Ainsi, note-t-elle, en mai dernier,

le ministère de l'Énergie et des ressources hydrauliques de la RDC et la multinationale des énergies propres, le groupe Hanergy Thin Film Power, ont signé un accord-cadre de partenariat stratégique pour une centrale solaire de 400 MW. « L'ajout de 400 MW sur le réseau contribuera grandement à réduire la pénurie d'électricité qui sévit dans certaines régions du pays. Le ministère a fait part de son engagement à respecter l'objectif initial du pays, à savoir électrifier à 65% d'ici à 2025. Cela contribuera évidemment beaucoup à

la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 de l'accès universel à l'électricité », estime-t-elle.

Pour Koketso Lediga, la RDC devrait être félicitée pour avoir choisi de signer un accord-cadre en vue de la création d'un environnement permettant aux parties d'identifier leurs objectifs commerciaux communs. « Les avantages des accords-cadres ont été acceptés par un certain nombre d'avocats chevronnés. Duncan Wallace, membre du barreau britannique, estime que les accords-cadres peuvent être une motivation commerciale pour que les entrepreneurs se comportent de manière moins opportuniste lorsque des projets supplémentaires, tels que ceux découlant d'accords-cadres traditionnels, sont proposés », indique-t-elle.

Bien plus, renseigne la directrice générale d'Infra-Afrika Advisory, en juillet 2019, les gouvernements de la RDC, du Burundi et du Rwanda ont signé un accord pour la réalisation du projet hydroélectrique de Ruzizi III. La structure proposée « Construire, posséder, exploiter, transférer (BOOT) » est avantageuse pour tous les pays, car une grande partie du risque revient au concessionnaire et minimise les coûts et la dette publique liés au développement des infrastructures et de l'énergie. En outre, ce partenariat public-privé, s'il est exécuté avec succès, améliorera

sans aucun doute la vie de millions de personnes dans les trois pays », se convainc-t-elle.

Outre le développement dans le domaine des énergies renouvelables, poursuit Koketso Lediga, le pays a progressé dans le secteur des infrastructures, avec la nouvelle route de 34 km reliant directement la mine de cuivre Kamao-Kakula, un projet minier en RDC et l'aéroport de Kolwezi. « Le projet achevé permettra la libre circulation des échanges commerciaux entre la RDC et la Zambie, car il servira à importer du matériel minier et des matériaux de construction, ainsi qu'à transporter des concentrés de cuivre. Compte tenu du lancement par l'Union africaine de la « phase opérationnelle » de la zone de libre-échange continentale africaine, les avantages économiques de ce corridor sont infinis », souligne la directrice générale d'Infra-Afrika Advisory.

Pour cette dernière, bien que la RDC occupe la 184e place (sur 190) dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale, elle a beaucoup progressé dans l'instauration de la stabilité politique et l'amélioration de sa gouvernance pour ouvrir la voie à la croissance économique, au développement énergétique et au développement des infrastructures. Et par conséquent, créer un environnement propice aux investissements directs étrangers.

Patrick Ndongidi

GOUVERNANCE PUBLIQUE

L'Acaj réclame des enquêtes sur le patrimoine des anciens dirigeants du pays

L'action permettrait, selon l'ONG, à s'assurer que les anciennes autorités nationales ne se seraient pas enrichies illicitement au préjudice de l'Etat.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a exhorté, le 1er octobre, le procureur près le parquet de la Cour constitutionnelle à enquêter sur les patrimoines de l'ancien président de la République, Joseph Kabila, et ses anciens Premiers ministres, conformément à l'article 99 de la Constitution. Citant les informations fiables en sa possession, elle fait, en effet, remarquer que plusieurs d'entre ces anciens dirigeants du pays n'ont jamais déclaré leur patrimoine à la fin de leur mandat. « Ils ont donc transgressé l'article 99 alinéa 5 de la Constitution », a indiqué l'Acaj, qui pense que ces derniers ne veulent pas le faire pour dissimuler leur enrichissement illicite et ne pas payer d'impôts conséquents au fisc.

Pour ce faire, l'Acaj a donc demandé au procureur près la Cour

constitutionnelle de requérir le directeur général des contributions à mener une enquête urgentement sur leurs patrimoines respectifs et s'assurer qu'ils ne se seraient pas enrichis illicitement au préjudice de l'Etat à qui ils devront être tenus de se justifier et s'ils s'acquittent régulièrement de leurs impôts tenant compte du volume de leurs patrimoines respectifs.

Cette ONG dit avoir adressé la même demande au procureur près la Cour de cassation pour qu'il en fasse autant contre les anciens vice-Premiers ministres, ministres, ministres délégués et vice-ministres pour les contraindre, par tous les moyens de droit de se plier à cette règle ou les poursuivre en cas d'obstruction, rébellion et autres infractions.

L'Acaj rappelle, en effet, que l'article 99 de la Constitution prescrit qu'avant leur entrée en fonction et à l'expiration de celle-ci, le président de la République et les membres du gouvernement sont tenus de déposer, devant la

Cour constitutionnelle, la déclaration écrite de leur patrimoine familial, énumérant leurs biens meubles, y compris actions, parts sociales, obligations, autres valeurs, comptes en banque, leurs biens immeubles, y compris terrains non bâtis, forêts, plantations et terres agricoles, mines et tous autres immeubles, avec indication des titres pertinents.

Selon cette ONG, le patrimoine familial inclut les biens du conjoint, selon le régime matrimonial, des enfants mineurs et des enfants, même majeurs, à charge du couple. La Cour constitutionnelle, indique-t-elle, communique cette déclaration à l'administration fiscale. Faute, endéans les trente jours, la personne concernée est réputée démissionnaire. Elle ajoute également que dans les trente jours suivant la fin des fonctions, faute de cette déclaration, en cas de déclaration frauduleuse ou de soupçon d'enrichissement sans cause, la Cour constitutionnelle ou la Cour de cassation est saisie selon le cas.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

Détection à Ngongolyio de neuf contacts à haut risque d'Ebola

L'information a été donnée par le sous-coordonnateur de la riposte à l'épidémie de Beni, le Dr Pierre-Celeste Adike, le 1er octobre.

Les équipes de riposte ont été alertées par un chef de quartier au niveau de Beni, où une équipe d'intervention rapide a été dépêchée sur les lieux, en présence du maire de la ville. Les neuf personnes étaient en transit à Beni chez l'un des membres de leur famille pour Kabasha, à Kalunguta, dans la sous-coordination de Butembo, où elles séjournèrent en provenance de Lwemba pour assister à un deuil. Aussitôt après cette interception, les membres de la famille d'accueil ont été vaccinés. Leur suivi continuera à Butembo, d'autant plus que leurs noms ont déjà été communiqués

dans toutes les coordinations de la riposte.

Rappelons que depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 3 194, dont 3 080 confirmés et cent quatorze probables. Le nombre de décès est de 2 136 dont 2 022 confirmés et cent quatorze probables. Neuf cent quatre-vingt-onze personnes ont été déclarées guéries.

Le bulletin épidémiologique note, par ailleurs, que 388 cas suspects sont en cours d'investigation. A la date du 1er octobre, trois nouveaux cas ont été confirmés, dont deux au Nord-Kivu, notamment un à Kalunguta, l'autre à Oicha et le dernier en Ituri, à Mandima.

Blandine Lusimana

ASSAINISSEMENT

Le bourgmestre de Bandalungwa supervise l'opération « Kin bopeto »

Dans le cadre de la campagne de salubrité initiée par Gentinny Ngobila, le gouverneur de la ville de Kinshasa, Bayllon Thierry Gaibene a effectué, le week-end dernier, une ronde d'inspection sur plusieurs avenues et dans les quartiers de sa municipalité.

L'activité a permis à la nouvelle autorité municipale de Bandalungwa de palper du doigt l'état d'avancement des travaux de salubrité lancés il y a près d'un mois déjà. De la maison communale en passant par le rond-point « Luputa » pour chuter devant l'école « Foyer », la ronde effectuée par Bayllon Thierry Gaibene a été pour lui une occasion de prêcher par l'exemple. En exécutant certaines tâches, il a invité ainsi ses administrés à lui emboîter le pas et à s'approprier cette initiative lancée par l'autorité urbaine de la ville de Kinshasa.

Au cours de sa descente sur le terrain, le bourgmestre a



Le bourgmestre Bayllon Gaibene et le musicien Reddy Amisi

personnellement procédé au curage des caniveaux et à l'évacuation des immondices. Lors de cette action, l'autorité municipale a été

émerveillée de surprendre le célèbre artiste musicien, Reddy Amisi, résidant à Bandalungwa, en train d'assainir devant sa parcelle. Très ému,

l'artiste musicien a profité de cette occasion pour saluer le travail abattu par le nouveau bourgmestre dont les échos parviennent de partout. Il a

également promis de faire sienne la campagne « Kin bopeto », après avoir donné quelques coups de balai avec son hôte de marque, sous les regards admiratifs de la foule et des habitants de cette partie de la capitale. En début d'après-midi, le maire de Bandalungwa a regagné son bureau pour poursuivre d'autres tâches de l'Etat qui l'attendaient.

Rappelons que c'est le 27 septembre dernier qu'il était prévu le lancement officiel de la campagne « Kin bopeto » par le gouverneur de la ville. Mais, à cause de l'absence du chef de l'Etat qui tient à la patronner, cette activité a été repoussée au 19 octobre.

En attendant, dans les différentes communes, les travaux d'assainissement ont déjà commencé.

L.D

PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

La Fondation Mwimba-Texas communique sur l'albinisme

L'organisation de défense de la cause des albinos en République démocratique du Congo, appuyée par la Fondation Mama Sofia et la société de télécommunication Orange, a organisé, le 28 septembre dernier, au Centre culturel Né-Kongo, dans la commune de Kasa-Vubu, une journée de sensibilisation à l'albinisme. Un film à cet effet a été projeté suivi de la distribution aux albinos de Kinshasa des kits pour la protection de leur peau.

L'activité a connu la participation de la ministre déléguée en charge des personnes vivant avec handicap et des vulnérables, Irène Essambo, qui a encouragé le catcheur Mwimba Texas, président de la fondation éponyme, pour les efforts fournis dans le cadre de l'encadrement et de la sensibilisation des albinos et de la société sur l'albinisme. Rappelant que le président de la République, Félix Tshisekedi, a créé tout un ministère en charge des personnes vivant avec handicap et des vulnérables, la ministre a indiqué qu'il suffit simplement d'une compréhension afin que tout le monde œuvre pour une société inclusive, car être une



L'ambassadeur d'Italie en RDC, la présidente de Mama Sofia, la ministre Irène Essambo, Mwimba Texas, une membre de Mama Sofia et Tchétché Ngoy d'Orange

personne handicapée ou vulnérable n'était pas une fatalité.

Irène Essambo a souligné que la population avait besoin d'une information vraie pour guider son attitude et lutter contre la marginalisation, la discrimination. « La journée d'aujourd'hui est une contribution pour la recherche de ce vivre-ensemble », a dit la ministre. Une fois de plus, elle a indiqué que la Fondation Mwimba-Texas (FMT) et son

président sont des partenaires de son ministère dans la lutte contre la vulnérabilité.

Plusieurs mains pour une action à impact réel

À cette occasion, le président de la FMT a fait comprendre à la population congolaise que « la personne albinos est un être humain qui jouit du même droit et du même devoir qu'un non albinos et qu'elle a les mêmes capacités que ce dernier ». Il a rappelé

aux albinos les meilleures pratiques pour se protéger contre la maladie de la peau (le cancer) causée par les rayons du soleil.

Pour sa part, la présidente de la Fondation Mama Sofia et épouse de l'ambassadeur de l'Italie en RDC, Zakia Sedikki, accompagnée de son époux, a félicité la FMT pour l'organisation de cette journée ainsi que pour tout ce qu'elle entreprend au profit des albinos et des vul-

nérables. Elle l'a rassurée sur son accompagnement dans l'accomplissement de sa mission. Le même accompagnement a été également promis par la société des télécommunications Orange, par la voix de son chargé de marketing pour la ville de Kinshasa, Tshétshé Ngoy Mulume. Il a rappelé l'apport de cette société lors de la distribution des kits scolaires pour l'année en cours et promis de faire encore davantage en vue de permettre à la FMT de réussir ses missions d'encadrement et de sensibilisation des albinos, ainsi que la recherche de leur bien-être et celui des autres personnes vulnérables.

Après la projection du film intitulé « Mwimba Texas : catch et albinisme en RDC », réalisé par la Française Soazic Sanson, et le défilé de mode par des mannequins albinos, des kits contenant des produits pour la protection de la peau des albinos dont la vaseline, les chapeaux, les parasols, les savons, des produits pharmaceutiques liés à la plaie, etc., ont été distribués. Un cocktail a clôturé la journée.

Lucien Dianzenza

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ELECTRICIFICATION

La BAD octroie dix-huit millions d'euros au Tchad

Le prêt approuvé le 26 septembre par le conseil d'administration de l'institution financière panafricaine servira à l'exécution, dans le pays, du projet de la centrale solaire de Djermaya.

La construction et l'exploitation de la centrale solaire photovoltaïque de Djermaya, d'une capacité électrique maximale de 32 MW, sont prévues à 30 km au nord de N'Djamena, la capitale du Tchad.

L'infrastructure d'interconnexion comprend une ligne aérienne de transport à double circuit de 33KV d'une longueur de 18 km, deux transformateurs de 33/90KV à la sous-station de Lamadji et un système de batterie de 4MWh pour la stabilisation du réseau.

Mené dans le cadre de l'initiative « Desert to power » initiée par la Banque africaine de développement (BAD), ce projet phare est original à plusieurs égards. Premier du genre en matière de production d'énergie renouvelable, il est également le premier partenariat public-privé dans le domaine de l'électricité au Tchad.

Hissé au rang de priorité nationale, le projet contribuera à construire la durabilité dans le secteur électrique dans le pays, en réduisant les coûts de production. Il augmentera la puissance installée et contribuera pour 10% de l'énergie fournie au système interconnecté (l'équivalent de vingt-cinq mille clients).

Cette initiative permettra également la diversification du mix énergétique par l'introduction des énergies renouvelables dans un système de production thermique fondé sur des combustibles fossiles ; ce qui permettra aussi de réduire les émissions carbonées de 38 000 tCO2 par année, conformément aux engagements du pays.

Pour mener à bien ce projet, le gouvernement tchadien a mis en place un groupe de travail intersectoriel. A cet effet, plusieurs accords ont déjà été signés dont le Contrat de fourniture et d'achat d'électricité. Ainsi ce projet marquera-t-il une nouvelle étape dans l'amélioration du cadre juridique et des normes applicables aux projets d'infrastructure à financement privé, ainsi qu'au renforcement de la capacité institutionnelle.

Ce projet pionnier de la première centrale de production indépendante d'électricité est un excellent exemple de la méthodologie utilisée par l'institution financière, dans la mise en place de ses divers instruments de financement, en vue d'attirer les investissements privés. « Cette intervention pourra être répliquée dans d'autres pays du Sahel dans le cadre de l'initiative Desert to power afin d'attirer les investissements indispensables dans le secteur de l'énergie », a déclaré Wale Shonibare, vice-président par intérim de la Banque pour l'Energie, le changement climatique et la croissance verte.

Josiane Mambou Loukoula

TRANSITION SOUDANAISE

La France abritera une conférence internationale

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé le 1er octobre, à l'issue d'une visite effectuée par le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, la tenue d'une réunion de mobilisation des bailleurs publics et privés internationaux en faveur du Soudan.

La France va accueillir une conférence internationale qui permettra de mobiliser les partenaires internationaux pour accélérer la transition économique et démocratique au Soudan. Dans cet objectif, Paris envisage d'aider le pays est-africain à alléger le fardeau de sa dette. D'après le patron de l'Elysée, cette restructuration de la dette soudanaise devrait se faire en collaboration avec le gouvernement américain, dès que Washington aura retiré le pays de sa liste noire des pays finançant le terrorisme. Une démarche qui permettra de remettre sur pied une économie frappée par les années de mauvaise gestion du gouvernement d'Omar el-Béchir.

« Dès que les décisions américaines seront prises, nous pourrions restructurer ainsi la dette ensemble », a déclaré Emmanuel Macron, en précisant que l'agenda de ladite conférence restait à déterminer.

En visite à Khartoum, en septembre dernier, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, annonçait un nouveau financement de soixante-six millions de dollars visant essentiellement à soutenir la « transformation du Soudan et sa révolution pacifique ». Une annonce qui avait été suivie d'un plaidoyer pour un retrait de la liste noire des Etats-Unis, qui ont longtemps exclu le Soudan du système financier international.

« Nous allons user de notre influence pour que le Soudan soit retiré de cette liste [...] les engagements pris, la manière dont l'armée a perçu son rôle pendant cette période, tout cela va dans le sens d'une sortie du Soudan de cette liste », avait alors déclaré Jean-Yves Le Drian.

J.M.L.

CROISSANCE COMMERCIALE

L'OMC revoit ses prévisions à la baisse

L'institution a abaissé, le 2 octobre, à Genève, ses prévisions de croissance pour 2019 à 1,2%, contre 2,6% en avril dernier.

Les prévisions, les plus faibles depuis une décennie, sont dues, d'après l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'escalade des tensions commerciales et au ralentissement de l'économie mondiale. Elles sont fondées sur des estimations consensuelles d'une croissance du produit intérieur brut mondial de 2,3% à la fois pour 2019 et 2020 contre une estimation précédente de 2,6%. Une baisse également liée aux facteurs cycliques et structurels propres à chaque pays.

Ainsi, les incertitudes économiques liées aux tensions Chine-Etats-Unis, mais également à d'autres facteurs tels que le Brexit ou encore les relations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis, ainsi que les politiques monétaires expliquent ce recul. Cette situation pourrait également plomber la croissance commerciale de l'année 2020, revue à la baisse, passant de 3 à 2,7%. Elle pourrait tomber sous le seuil inférieur si les tensions se poursuivent et que les autres conditions économiques se détériorent. Le Brexit pourrait avoir un « impact régional important », limité surtout à l'Europe, dit l'OMC.

« Les perspectives du commerce qui s'assombrissent sont décourageantes, mais pas inatten-

dues. Au-delà de leurs effets directs, les conflits commerciaux renforcent l'incertitude ; ce qui conduit certaines entreprises à reporter des investissements favorables à la productivité qui sont essentiels pour élever les niveaux de vie », a indiqué Roberto Azevêdo, directeur général de l'OMC.

Ces tensions provoquées notam-

indicateur moyen sur une fourchette entre 0,5% et 1,6%.

Au premier semestre, la croissance des exportations de marchandises a atteint 0,6%, en recul par rapport à l'an dernier. Celle des pays développés s'est établie à 0,2%, contre 1,3% depuis les pays en développement. Sur les importations, les premiers ont progressé de 1,1% et les seconds ont reculé

« Les perspectives du commerce qui s'assombrissent sont décourageantes, mais pas inattendues. Au-delà de leurs effets directs, les conflits commerciaux renforcent l'incertitude ; ce qui conduit certaines entreprises à reporter des investissements favorables à la productivité qui sont essentiels pour élever les niveaux de vie »

ment par l'augmentation des tarifs douaniers entre les Etats-Unis et la Chine étendent l'incertitude. Celle-ci pousse certaines entreprises à retarder leurs investissements, a souligné le directeur général de l'OMC. Un impact sur l'emploi est aussi possible, a-t-il signifié. « La résolution des désaccords commerciaux permettrait aux membres de l'OMC d'éviter ces coûts », a ajouté le directeur général.

Côté commerce mondial, la croissance de 1,2% est évaluée comme

de 0,4%.

Par région, le nord du continent américain a augmenté ses exportations de près de 1,5%, devant l'Amérique du sud à 1,3%, l'Europe et l'Asie à 0,7% et les autres zones à 0,1%. S'agissant des importations, l'avancée s'est établie à près de 2,5% dans les autres zones, à 1,8% dans le nord du continent américain et de 0,2% en Europe. L'Amérique du sud a reculé de 0,7%, de même que 0,4% de baisse en Asie.

J.M.L.

CLIMAT ET PRÉVENTION DES CONFLITS

Greta Thunberg et d'autres jeunes activistes méritent le Nobel

La lauréate du Prix Nobel de la paix 2011, la Libérienne Leymah Gbowee, s'est félicitée de l'engagement croissant de la jeunesse, soulignant que ceux d'entre elle qui réclament des actions pour le climat et le contrôle des armes seraient de bons candidats pour la même distinction en 2019.

« Les jeunes bougent pour améliorer le monde », a déclaré la travailleuse sociale qui avait conduit les femmes à défier les chefs de guerre dans son pays pendant le deuxième conflit civil qui s'est terminé en 2003.

Leymah Gbowee s'exprimait à Genève, en Suisse, où elle assistait à une conférence sur la gouvernance des armes et la prévention des conflits, à quelques jours de l'annonce par le comité Nobel norvégien des lauréats.

L'ancienne lauréate a confié qu'elle « aimerait » voir le prix décerné conjointement à la jeune

activiste suédoise pour le climat, Greta Thunberg, et aux partisans du contrôle des armes de « la Marche pour nos vies », aux Etats-Unis. Elle s'est dite émerveillée par la façon dont la jeune suédoise « a fait sensation », poussant des millions de jeunes autour du monde à exiger des actions des politiques et d'autres décideurs contre le désastre climatique.

« Elle s'est emparée d'une question mondiale énorme et en a fait un sujet personnel », a relevé l'ancienne Nobel, ajoutant que des activistes pour d'autres causes devraient s'en inspirer. Leymah Gbowee a ajouté : « Jusqu'à ce qu'on personnalise les conversations autour des armes nucléaires et de l'armement, elles resteront des conversations uniquement entre gens en costumes. Mais si vous expliquez l'impact personnel d'une question, les citoyens vont se dresser et le changement alors interviendra ».

Agée de 47 ans, la militante libérienne est devenue célèbre après avoir, en 2002, organisé une grève

du sexe dans son pays afin de contraindre les hommes à cesser les combats.

« Cela ne représentait qu'une toute petite partie des efforts des femmes pour ramener la paix. Mais une fois que nous l'avons annoncée, les médias s'en sont emparés et c'est devenu la meilleure stratégie de communication », a-t-elle confié.

Leymah Gbowee a, par ailleurs, exprimé sa reconnaissance au Prix Nobel pour lui avoir fourni une plate-forme afin de continuer de « faire le bien pour l'humanité ». Elle a avoué que ce prix est « accompagné d'un énorme fardeau » qui exige qu'on prenne la parole pour des changements positifs « pas seulement dans son propre pays, mais aussi pour toute l'Afrique et le monde ».

Rappelons que Leymah Gbowee avait remporté en 2011 le Prix Nobel de la paix conjointement avec l'ancienne présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, et l'activiste yéménite, Tawakkol Karman.

Nestor N'Gampoula

« Cela ne représentait qu'une toute petite partie des efforts des femmes pour ramener la paix. Mais une fois que nous l'avons annoncée, les médias s'en sont emparés et c'est devenu la meilleure stratégie de communication »

70 ANS DE FONDATION DE LA RPC

Xi Jinping : « Aucune force ne pourra jamais ébranler la position de notre grande patrie »

1949-2019. 70 ans se sont écoulés depuis la fondation de la République populaire de Chine (RPC). À cette occasion, le président chinois, Xi Jinping, a prononcé, le 1^{er} octobre à la Place Tian'anmen à Pékin, un discours prônant les aspirations du pays.

« Aucune force ne pourra jamais ébranler la position de notre grande patrie ; aucune force ne pourra jamais empêcher le peuple chinois et la nation chinoise d'aller de l'avant ; nous devons satisfaire constamment les aspirations du peuple chinois à une vie meilleure et créer constamment de nouvelles réalisations historiques ; filles et fils de la nation chinoise, unissez-vous et continuez à lutter pour la réunification complète de la mère patrie ; nous devons suivre la voie du développement pacifique et poursuivre une stratégie ouverte d'intérêt mutuel et gagnant-gagnant », a déclaré le président Xi Jinping, appelant les Chinois de toutes les ethnies, tant en Chine qu'à l'étranger, à s'unir pour faire avancer la nation.

« La Chine d'hier est inscrite dans les annales de l'histoire humaine, la Chine d'aujourd'hui est créée par des centaines de millions de personnes, la Chine de demain sera sans aucun doute encore plus belle ; n'oubliez pas l'esprit d'origine, n'oubliez pas votre mission, continuez à consolider et à développer notre République populaire », a-t-il souligné.

De Mao Zedong à Xi Jinping, les réformes ont hissé la Chine au rang des grands et puissants pays au monde.

D'incontestables progrès dans l'industrie chinoise de la défense

Le défilé militaire du 1er octobre a illustré la modernisation de l'armée chinoise. Plus de quinze mille militaires chinois ont parqué pour célébrer les 70 ans de la RPC. Pékin a sorti le grand jeu

« Le problème de la pauvreté absolue, qui existe depuis des milliers d'années en Chine, sera bientôt éliminé et ce sera un miracle dans l'histoire de l'humanité »,

en présentant, pour la première fois, ses missiles balistiques intercontinentaux: l'immense DF-41 («Vent d'est-41»), d'une grande portée (14 000 km).

La Chine a également présenté une nouvelle version de ses missiles hypersoniques nucléaires. À l'instar du bombardier stratégique, le H6-N, et le missile balistique mer-sol JL-2 («Vague géante-2»).

Du côté des armes conventionnelles (non-atomiques), la Chine a dévoilé un nouveau missile de croisière supersonique, nommé DF-100, mais également le missile DF-17, capable d'évoluer à environ 7 000 km/h.

L'armée chinoise a également présenté deux drones. Le WZ-8 («Reconnaissance-8») à la vitesse supersonique de près de 4 000 km/h, et le GJ-11 («Attaque-11»), un grand drone furtif en forme d'aile delta, censé pouvoir embarquer des missiles ou pister des navires étrangers. Principal équipement de combat de la force aérienne de l'armée de terre chinoise, le nouvel hélicoptère Z-20 a fait sa première apparition publique. L'escadrille d'assaut de la force aérienne de cette armée a dévoilé quarante hélicoptères, dont cinq Z-9, neuf Z-10, trois Z-19, six Z-20, neuf



Spectacle du gala de la célébration

Z-8B et huit Z-19.

Les exploits économiques ont amené le pays à un niveau supérieur

« Le problème de la pauvreté absolue, qui existe depuis des milliers d'années en Chine, sera bientôt éliminé et ce sera un miracle dans l'histoire de l'humanité », a affirmé le président Xi Jinping.

Selon le ministère des Ressources humaines et de la sé-

curité sociale, la Chine a connu une augmentation de la population active au cours des dernières décennies, atteignant sept cent quatre-vingts millions l'an dernier. Il y a eu aussi une hausse de l'emploi dans le secteur des services. Le ministère a ainsi précisé que le secteur offrait 56% des emplois disponibles l'année dernière, contre seulement 9,1% en 1952.

Le ministère du Commerce, quant à lui, a fait savoir que le pays a obtenu de grandes ré-

Le volume des importations et des exportations de la Chine en 2018 s'élevait à 4 600 milliards de dollars, faisant d'elle le plus grand pays commerçant du monde et très éloigné du chiffre d'1,13 milliard de dollars enregistré en 1950. Aujourd'hui, les importations et les exportations favorisent l'emploi de plus de cent quatre-vingts millions de personnes, les entreprises privées devenant la principale force du commerce extérieur. De même, la Chine est devenue

Le président Xi Jinping lors de son allocution nancement étranger à la fin de l'année dernière. Parallèlement, en 2018, les investissements de la Chine à l'étranger ont atteint cent quarante-trois milliards de dollars, le stock d'IDE sortant à la fin de 2018 s'élevait à près de deux mille milliards de dollars et quarante-trois mille entreprises chinoises étaient présentes à l'étranger. Des efforts supplémentaires en matière de libéralisation du commerce ont abouti à la conclusion de dix-sept accords de libre-échange dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la route », qui a suscité des réactions positives de la part de plus de cent soixante pays, régions et organisations internationales.

Le socialisme à la chinoise est entré dans une nouvelle ère. La nation a fait un grand bond prodigieux, passant d'une nation qui s'est relevée à une nation riche, puis à une nation puissante.

1949 fut l'année de la fondation de la RPC; 1978, année du lancement de la réforme et de l'ouverture; et 2012, celle du socialisme aux caractéristiques chinoises. Ces moments ont constitué des points cruciaux du voyage vers le renouveau de la nation chinoise.

Aujourd'hui, les aspirations consistant à achever l'édification d'une société modérément prospère à tous égards d'ici à 2020, réaliser pour l'essentiel la modernisation socialiste d'ici à 2035 et à construire pleinement un grand pays socialiste moderne d'ici au milieu du siècle sont de nouveaux jalons de la concrétisation du « Rêve chinois ».

Durly Emilia Gankama

alisations dans ce domaine au cours des soixante-dix dernières années. En tant que plus grand marché de consommation au monde, les ventes au détail totales de biens de consommation ayant atteint trente-huit mille milliards de yuans (5,35 milliards de dollars) en 2018, contre 2,77 milliards de yuans en 1952, soit un taux de croissance annuel de 11,6%. Notons que la consommation est le premier moteur de la croissance économique plus forte du pays.

de plus en plus attrayante pour les investisseurs étrangers, enregistrant un record d'investissements directs étrangers (IDE) de cent trente-neuf milliards de dollars l'année dernière, malgré une baisse de 13% des flux mondiaux d'IDE.

En tant que deuxième destination en importance pour ces investissements, l'utilisation cumulée des capitaux étrangers en Chine s'est élevée à 2,1 milliards de dollars, et il y avait neuf cent soixante mille entreprises à fi-

JCertif CONFERENCE

«LE PAIEMENT MOBILE À L'ÉPREUVE DU RÉEL»

#JCertifBrazza2019

JCertif

03 Oct. 2019

04-05

au Palais des Congrès

à Yekolab

LE RENDEZ-VOUS DE LA
FINTECH
AFRICAINNE

SPONSOR OFFICIEL



2.000 participants

30 exposants

50 intervenants

30 ateliers et présentations



www.jcertif.com

VIOLENCES AU MALI

Au moins vingt-cinq soldats tués et une soixantaine de disparus lors d'intenses combats

Les djihadistes ont mené, du 30 septembre au 1^{er} octobre, une double attaque contre des camps militaires dans le centre du pays, qui s'est soldée par plusieurs victimes, dont quinze hommes de leur propre côté, a-t-on appris.

Dans un communiqué, le gouvernement malien a reconnu avoir « essuyé de lourdes pertes » en matériel et en hommes. Il s'agit d'un des coups les plus durs essuyés depuis des mois par l'armée malienne, mais aussi par la force des pays du G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad et Niger), dont relève l'un des bataillons maliens attaqué.

Une opération « d'envergure » des forces maliennes mais aussi burkinabè, appuyées par la force française antidjihadiste Barkhane, a réussi à neutraliser les assaillants, selon Bamako, qui s'est félicité de ce que l'armée malienne est « parvenue à reprendre et conserver le contrôle des positions attaquées, à Boulkessy et à une centaine de kilomètres de là, à Mondoro », a dit le gouvernement. « Après le déploiement des forces spéciales, les forces maliennes, malgré les tirs de harcèlement des terroristes, ont pu réoccuper le camp de Boulkessy mardi soir », a-t-il précisé, ajoutant qu'outre les

vingt-cinq soldats tués, quatre autres ont été blessés et évacués.

La Force du G5 Sahel attribue ces attaques aux éléments du groupe Ansaroul Islam, accusé de semer la terreur dans le nord du Burkina Faso. Elles ont lancé l'offensive contre le bataillon malien de la force à Boulkessy, près de la frontière avec ce pays, a indiqué la force régionale, indiquant qu'au même moment, le détachement de l'armée malienne à Mondoro a lui aussi été attaqué.

Les hostilités qui se poursuivent au Mali sont une nouvelle illustration de la dégradation continue de la situation sécuritaire dans le pays en proie depuis 2012 aux insurrections indépendantistes, salafistes et djihadistes, et aux violences interethniques meurtrières.

Pour ce qui est des djihadistes, ils avaient pourtant été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une

intervention militaire qui se poursuit actuellement. Malgré cela, les violences ont persisté, puis se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts. Ce qui explique le fait que de larges pans du territoire échappent toujours au contrôle du pouvoir malien.

La propagation des violences au Mali et au Sahel a poussé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à dire récemment que la communauté internationale était « en train de perdre du terrain face à la violence et au terrorisme ». « Le nombre de morts civiles entre 2012 et 2018 a été multiplié par quatre » dans les pays du G5 Sahel, avait-il souligné, lors d'une réunion de haut niveau consacrée à la région, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Nestor N'Gampoula

SOMMET DE L'ÉLEVAGE DE CLERMONT-FERRAND

L'Afrique invitée spéciale

La ville du centre de la France organise l'événement, depuis hier, avec le continent noir comme invité spécial, où quelque deux mille bovins et ovins seront présentés.

L'Afrique, ses bergers et ses troupeaux font partie des grandes découvertes de la vingt-huitième édition du rassemblement de la profession agricole où plus de mille cinq cents exposants de trente-deux pays, et deux mille animaux appartenant à l'aristocratie génétique du troupeau français prendront part (veaux, vaches, moutons, chèvres et chevaux).

Près de cent mille visiteurs venus de quatre-vingt-cinq pays sont attendus pour ce sommet de l'élevage avec un forum consacré au continent et de nombreuses rencontres professionnelles, alors que les conflits pastoraux se sont multipliés dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest. De nombreuses délégations du continent sont attendues autour de la Cofenabi-AO, l'interprofession de la filière bétail à viande de l'Afrique de l'ouest, et de l'interprofession de la viande française Interbev, et des éleveurs.

Thomas Sawadogo, de l'interprofession des éleveurs Cofenabi-AO, explique la situation. « Le commerce du bétail est très informel dans nos pays et traditionnel dans les pays du Sahel comme le Mali, le Burkina Faso ou le Niger pour alimenter les pays côtiers comme le Sénégal, le Bénin ou la Côte d'Ivoire, mais depuis l'apparition du jihadisme, le marché est très fortement perturbé et beaucoup de marchés de bétail ne fonctionnent plus », a-t-il laissé entendre, avant de faire allusion au réchauffement climatique et ses conséquences. Il a cité, par exemple, « une vulnérabilité des systèmes de production face aux crises fourragères et alimentaires des élevages des pays du Sahel ».

Pour les professionnels, les conflits meurtriers qui se développent entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs lors des transhumances traditionnelles de troupeaux en Afrique nécessitent une professionnalisation et une sédentarisation des éleveurs. On estime que la demande en produits carnés en Afrique de l'ouest va augmenter de 250% d'ici à 2020 sur fonds d'urbanisation galopante et d'amélioration du pouvoir d'achat de la population. « Nous cherchons notamment des investisseurs pour améliorer le transport des animaux vers les pays côtiers, traditionnellement consommateurs, dans de bonnes conditions », a lancé Thomas Sawadogo.

Noël Ndong

GROUPE YANNICK

Recherche une secrétaire.

Dossier à fournir :

-CV

-Demande manuscrite

Tel : 06 402 81 81

Dernier délai : vendredi 4 octobre 2019. Adresse: 2549, rue Charles

-Foucault, en face de l'hôtel Marina.

PROGRAMME DES OBSEQUES
DE Mme Emilie Gambou, née Mossibi

Jacques Gambou (directeur de cabinet du ministre des Sports), les enfants et petits-enfants Gambou, Pierre Okouo, Daniel Jonas Akiana, Rigobert Mban Loumpelet, Nestor Eta Okouo et tous les descendants d'Okouo Ngaa Ndzien, informent les amis et connaissances du programme des obsèques de leur épouse, mère et grand-mère, qui auront lieu le jeudi 3 octobre 2019.

9h : levée de corps et recueillement à la morgue municipale de Brazzaville

10h : recueillement au domicile familial, sis rue Voula numéro 215, quartier Plateau Batignolle

12h : départ pour l'église Jésus Ressuscite au Plateau des 15 ans

14h : départ pour le cimetière privé Bouka

16h : retour et fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE



Mibelle Okollo Olyba (agent des Dépêches de Brazzaville), les familles Niombella et Ngala ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, tante et fille, Mireille Niombella, survenu le 27 septembre 2019, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Mayombe n° 12, Talangaï (arrêt de bus kimbanguiste).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

REMERCIEMENTS

Profondément touchés de la sympathie, du soutien multiforme et de l'élan de compassion dont vous avez fait preuve à la suite du deuil qui venait de les affecter suite au décès, le 20 août 2019, de leur épouse et mère, Mme Blanche Pélagie Kilamou, M. Gaston Kitemo et enfants vous remercient chaleureusement et vous présentent l'expression de leur reconnaissance émue. Une messe d'action de grâce au Seigneur sera dite le dimanche 6 octobre 2019, à 11 heures, en la paroisse Sainte-Rita de Moukondo, à Brazzaville.



Les familles Liboula, Mbondji et Boyengue informent les parents, amis et connaissances du décès de leur très chère et regrettée mère, tante et grand-mère,

Mme Bokotola née Miboula-Kosso Agathe, survenu le lundi 30 septembre 2019 à l'hôpital central des Armées Pierre-Mobengo de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Massengo (arrêt marché, face à l'église catholique Saint Grégoire).

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.



JOURNÉE MONDIALE DU CŒUR

L'activité sportive mise en valeur

Près de deux cents marcheurs réunis à l'esplanade du Centre national de radio et télévision, à Brazzaville, ont profité de la célébration de l'événement pour montrer à quel point le sport est le premier médicament pour la santé de l'homme.

Les partenaires de la Ligue de Brazzaville du sport de travail n'ont pas voulu croiser les bras, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du cœur. Ils ont organisé une marche sportive pour sensibiliser les Congolais au rôle que peut jouer la pratique sportive dans la santé humaine.

« Je veux dire à nos jeunes que le premier médicament c'est le sport. Le sport, c'est la santé et nous sommes venus montrer l'exemple. Nous sommes à l'œuvre pour cette jeunesse qui manque d'encadrement. Dans notre pays, nous avons des records dans le sport qui date de vingt ans, ce n'est pas normal alors que nous avons le ministère des Sports, les fédérations et des ligues. Je félicite les entreprises qui ont compris qu'un travailleur en bonne santé, c'est une productivité de gagner », a commenté l'honorable José Cyr Ebina, l'un des participants à cette marche. La santé des travailleurs est l'une des préoccupations de la Ligue de Brazzaville du sport de travail, laquelle multiplie chaque saison des compétitions afin de contribuer à l'amélioration de la santé des salariés des entreprises par le sport.

« On a voulu dire à tous les travailleurs et à tous les habitants



de Brazzaville que le sport c'est la santé. C'est également la santé des entreprises et des travailleurs. C'est dans ce sens que nous les invitons tous à faire du sport régulièrement parce que c'est bien pour nous tous », a souligné Rodrigue Dinga Mbomi, président de la Ligue de Brazzaville de sports

de travail. Le président de la Ligue du sport de travail de Brazzaville et ses partenaires Adiac

«Le sport, très important pour notre santé»

L'activité qui n'intègre pas le programme de la Ligue du sport de travail a permis de créer une synergie entre elle et les autres fédérations sœurs qui ont participé à la marche.

Les présidents des Ligues de boxe de Brazzaville et de badminton ont mobilisé leurs athlètes pour faire quelques combats ou matchs d'exhibition après la marche, afin de vendre leurs disciplines aux travailleurs.

« Les présidents des ligues de boxe et de badminton ont donné

la possibilité aux travailleurs ayant effectué la marche de participer à quelques démonstrations », a expliqué Rodrigue Dinga Mbomi. Ces démonstrations ont donné une idée au président de la Ligue du sport de travail quant à sa vision de diversifier les activités pour le compte de la saison sportive 2019-2020. « L'objectif pour les saisons à venir est de diversifier les activités. On a prévu d'organiser le tournoi de basket au mois d'octobre, d'apporter plus d'activités au niveau de la pétanque. Je connais des travailleurs qui s'intéressent à la boxe, nous n'avons pas la technicité pour pratiquer ce sport. La ligue de boxe est prête à nous accompagner. Il en est de même du badminton aujourd'hui. On a une ligue qui est active », a précisé le président de la Ligue du sport de travail. « Le sport unit les peuples. Cela nous fait du bien de retrouver dans cette marche deux ou trois ligues. Nous sommes contents car tout être humain est censé faire le sport, c'est très important pour notre santé », a commenté Elias Mfoudi, président de la Ligue de boxe de Brazzaville en sa qualité d'invité.

James Golden Eloué

CÔTE D'IVOIRE

De bonnes perspectives économiques

L'affirmation est d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI), en mission à Abidjan, dans le cadre d'une revue trimestrielle du programme économique et financier conclu par le pays avec l'institution financière internationale sur la période 2016-2019.

« En dépit de la dégradation du contexte économique international, l'économie ivoirienne a montré de la résilience et de bonnes performances économiques sont prévues pour 2019 et 2020 avec une inflation restée faible, en dessous de la norme de 3% de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa) », a déclaré la cheffe de la délégation du FMI, Céline Allard, au sortir mardi d'une séance de travail avec le président Alassane Ouattara.

Céline Allard a indiqué que les performances du programme ont été « satisfaisantes » pendant le premier semestre de 2019 et que « tous les critères de performance et le repère indicatif ont été respectés » fin juin 2019.

De même, tous les repères structurels portant sur la gestion de la dette publique, le suivi des entreprises publiques, la politique fiscale et l'administration budgétaire ont été mis en œuvre.

La cheffe de la délégation a également indiqué que le déficit budgétaire devrait converger vers la norme régionale au niveau de l'Union économique et monétaire ouest africaine de 3% du produit

intérieur brut (PIB) en 2019, « ce qui est un des principaux objectifs du programme ».

La mission du FMI a noté, en outre, des progrès dans d'autres domaines, notamment la restructuration des entreprises publiques et de l'administration douanière ainsi que du secteur de l'électricité.

Elle a, toutefois, fait des recommandations dans le sens de la poursuite des efforts dans certains autres domaines concernant particulièrement la restructuration des banques publiques.

Un accord sous réserve

A en croire Céline Allard, la mission du FMI et les autorités ivoiriennes sont parvenues à un accord « sous réserve de son approbation par la direction du FMI et son conseil d'administration » sur la revue du programme et sur son « extension d'un an » ainsi que sur des mesures de politique budgétaire pour atteindre les objectifs du programme.

« Les deux parties se sont également accordées sur les politiques pour assurer la préservation de la viabilité de la dette tout en créant l'espace

nécessaire pour financer le Programme national de développement 2016-2020 », a ajouté Céline Allard.

Elle a souligné que les autorités ivoiriennes et le FMI se sont également accordés sur la nécessité de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes domestiques pour créer des marges de manœuvres budgétaires nécessaires à la mise en place de politiques ambitieuses de développement et au renforcement de la capacité à rembourser la dette.

La mission du FMI a séjourné à Abidjan, du 18 septembre au 1er octobre, pour mener des discussions sur le programme économique et financier triennal soutenu par cette institution.

Le programme devrait permettre à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un décaissement global de neuf cents millions de dollars pour soutenir les objectifs généraux de son programme national de développement.

En 2018, la Côte d'Ivoire a enregistré un taux de croissance de 7,4% avec une inflation maîtrisée de 2% et un déficit budgétaire de 4,2% pour un ratio d'endettement de 42,7% du PIB.

JEUX MONDIAUX DE BOXE MILITAIRE

Deux athlètes congolais attendus en Chine

Laury Yannick Pembouabeka et Rodrigue Ngalebaye vont représenter le Congo aux compétitions qui se disputeront du 18 au 27 octobre à Wuhan, en Chine.

Elias Mfoudi, le président de la Ligue de boxe de Brazzaville, a confirmé la nouvelle le 29 septembre dernier. La délégation congolaise pourrait, selon lui, quitter Brazzaville le 15 octobre. « Les Lions sports se préparent pour les Jeux mondiaux qui démarrent le 28 octobre en Chine. D'ici au 15 octobre, deux athlètes, notamment Laury Yannick Pembouabeka et Rodrigue Ngalebaye, vont effectuer le déplacement. Tout est fin prêt administrativement parlant. Le reste c'est à la hiérarchie militaire de gérer », a-t-il déclaré.

Les deux boxeurs avaient validé leur qualification lors des championnats d'Afrique militaire qui se sont déroulés du 3 au 10 novembre 2018 en Algérie. Rodrigue Ngalebaye avait glané la médaille d'argent après avoir perdu aux points en finale devant un athlète algérien. Quant à Laury Yannick Pembouabeka, il s'était contenté d'une médaille de bronze après avoir été battu en demi-finale également par un Algérien.

Elias Mfoudi participera à cette compétition en sa qualité de juge arbitre international. Le président de la Ligue de boxe de Brazzaville a, par ailleurs, annoncé pour le début du mois de novembre l'organisation de l'assemblée générale électorale en vue de renouveler les instances dirigeantes de cette structure.

James Golden Eloué



Laury Yannick Pembouabeka affrontant un boxeur marocain Adiac

PALUDISME

Plus de trois millions de moustiquaires imprégnées pour protéger la population

La campagne de distribution de masse des moustiquaires imprégnées lancée par le Premier ministre, Clément Mouamba, le 2 octobre à Kintélé, vise à protéger environ 90% de la population contre le paludisme qui constitue un grand problème de santé publique dans le pays.



Distribution des moustiquaires imprégnées par le Premier ministre

Le paludisme est à l'origine de 69,8% des cas de consultations et 64,8 de taux d'hospitalisation. Le taux de mortalité qui lui est imputé est chiffré à 18,4%. Pour les enfants de moins de 5 ans,

la maladie représente 52,8% de causes des consultations externes, 44,1% de causes d'hospitalisations, a fait savoir la ministre de la Santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration

de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo, lors du lancement de la campagne de distribution des moustiquaires imprégnées. L'opération lancée le 2 octobre

prendra fin le 7 du même mois. « Cette campagne atteindra plus d'un million de ménages à raison d'une moustiquaire pour deux personnes en complément de la disponibilité des médicaments dans les cinquante-deux districts sanitaires », a expliqué la ministre, en précisant que près de six mille agents de dénombrement ont été déployés et quatre mille agents distributeurs...

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, Lucien Manga, a fait remarquer que l'exercice lancé par le chef du gouvernement présente des défis importants. Il s'agit de s'assurer que chaque famille, quelle que soit sa localisation, reçoive son lot de moustiquaires; que chaque individu l'utilise de manière effective et quotidiennement mais surtout que les enfants et les femmes enceintes, qui constituent les couches plus touchées, les reçoivent en priorité.

Par ailleurs, le diplomate onusien

a abondé dans le même sens que la ministre Jacqueline Lydia Mikolo, en soulignant que les moustiquaires imprégnées ne pourront fournir le maximum de leur impact que si elles sont associées aux autres interventions recommandées, notamment la surveillance épidémiologique, l'accès universel au diagnostic et au traitement... Selon la représentante de Catholic relief services au Congo, Margaret Desilier, il est important d'accroître la sensibilisation de la population à l'importance de disposer des moustiquaires imprégnées pour son bien-être. Cette structure, rappelez-le, est chargée de la gestion des fonds mis à disposition par le Fonds mondial pour la réalisation de la campagne de distribution. Pour sa part, l'ambassadeur des Etats-Unis, Todd P. Haskell, a souhaité plein succès à l'initiative et réitéré le soutien de son pays pour accompagner le Congo à assurer le bien-être de sa population.

Rominique Makaya

NUMÉRIQUE

«Brazza fintech tour» a tenu ses promesses

Sur le thème « Digitaliser l'inclusion financière », l'association Pratic que dirige Luc Missidimbazi et l'Africa fintech forum, porté par l'Ivoirien Alex Sea, ont organisé, le 1er octobre à Brazzaville, une conférence autour de l'impact du digital dans le paysage des prestations des services financiers.

La rencontre a bénéficié de l'appui de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques. Elle a réuni des experts congolais et africains du secteur du numérique, des banques, de la finance, des assurances et des start-up impliqués dans la fintech, cette nouvelle industrie financière qui déploie la technologie pour améliorer les activités financières.

L'initiative, a souligné Luc Missidimbazi, s'est inscrite dans le cadre de la stratégie de l'association Pratic de promouvoir et sensibiliser les communautés avec Africa fintech forum, dans le but de rassembler les professionnels de la finance et de la technologie pour un partage d'expériences.

« Grâce à la fintech, nous sommes en train de pouvoir transformer ce monde financier. C'est une transformation pas seulement vis-à-vis des clients mais également une mutation des organisations qui sont, d'ailleurs, en train d'évoluer », a-t-il soutenu.

Alors que les indicateurs de l'inclusion financière au Congo et en Afrique sont inférieurs à la moyenne mondiale, les plates-formes de banques mobiles suscitent déjà un grand espoir pour améliorer l'accès aux produits financiers.

La conférence a donc permis aux acteurs d'échanger sur les défis, les opportunités et les contraintes de l'essor de l'écosystème de la fintech



La signature de l'accord entre l'association Pratic et Africa fintech forum

au Congo, dans sa capacité à innover et optimiser le service financier. Si le mobile money bouscule déjà les codes des transactions financières, les experts prédisent l'explosion, d'ici à quelques années, de la banque mobile.

« En 2025, ce sont plus de six cents millions de smartphones qui seront en circulation en Afrique », a renchéri Alex Sea, responsable de l'Africa fintech forum. Au-delà des exposés, la conférence

de Brazzaville a eu le mérite de munir son programme d'un panel intitulé « Comment la technologie transforme les organisations bancaires et société d'assurance ? ».

Il a réuni quatre intervenants : Guy-Noël Bambi-Bone, directeur de la Banque digitale à LCB Bank; Madi Celvin, directeur commercial et marketing chez Net technologie; Dolce Chéralie Foundou, directrice de la Banque digitale à la BGFI Bank Congo; et Ali Touvnel Mbou-

lissy, de Microsave consulting.

Ponctué d'interaction avec l'assistance, le panel a permis de mettre en lumière des initiatives digitales des banques congolaises et leurs procédures dans l'inclusion financière, à l'instar des applications BGFI mobile et LCB Pay. Le débat a révélé l'intérêt pour les organisations financières de coopérer avec les start-up qui ont, sans doute, une avance dans des modèles opérationnels et technologiques visant

à traiter des problématiques existantes ou émergentes de l'industrie des services financiers.

Un accord entre l'association Pratic et Africa fintech forum

En marge de la conférence, un accord de partenariat a été signé entre l'association Pratic et Africa fintech forum, dans le cadre du prochain Osiane (Salon international des technologies de l'information et de l'innovation) que Brazzaville va abriter, pour la quatrième année, en avril 2020. « Brazza fintech tour » a également permis aux start-up de bénéficier d'une formation de Microsave consulting, qui conduit une étude régionale en zone d'Afrique francophone afin d'analyser et détecter des fintech inclusives. Réalisé par Ali Touvnel Mboulissy, la formation a concerné une trentaine de start-up sur le processus de Design thinking et la prise de conscience de l'état d'esprit d'un entrepreneur innovant.

Issue du programme Africa fintech tour, la conférence de Brazzaville est une étape d'un processus panafricain. Le projet parcourt quinze capitales de l'Afrique de l'ouest et du centre, du 7 juin au 24 octobre. Il rencontre des acteurs de l'industrie des télécoms, des finances, de la technologie et les communautés d'innovations sur le thème « Digitaliser l'inclusion financière ».

Gloria Lossele et Quentin Loubou

ACCÈS À L'EAU POTABLE

La Chine va construire huit forages manuels dans les quartiers précaires de Brazzaville

Le maire de la ville, Christian Roger Okemba, a inauguré, le 30 septembre au quartier Massengo, dans le neuvième arrondissement Djiri, un premier forage manuel construit par l'ambassade de Chine, afin de desservir la population riveraine.

Les huit autres forages manuels sont à construire avant la fin de l'année, dans le cadre de la coopération multilatérale entre la mairie de Brazzaville et l'ambassade de Chine au Congo. Le projet est financé sur fonds de cette ambassade, en collaboration avec une société chinoise. L'initiative a été saluée par les bénéficiaires et les autorités locales.

« L'implantation de ce forage est la bienvenue car il répond aux multiples préoccupations de la population. Ici, l'accès à l'eau potable est un calvaire pour nos administrés. A la population, je demanderais, par ce geste, de se montrer solidaire et reconnaissante pour la conservation de cet ouvrage », a indiqué Guy Ro-

ger Embongo, secrétaire général de la mairie de Djiri.

« Les 55 ans des relations sino-congolaises sont riches en actions de coopération et en projets. Les réalisations, grandes ou petites, sont visibles partout. La Chine met toujours le peuple au centre de la coopération car sans le développement du peuple, tout autre développement est nul de sens. Nous allons, tout en respectant nos principes, continuer de travailler avec le peuple congolais afin que la coopération entre nos deux pays soit de plus en plus renforcée », a déclaré Ma Fulin, ambassadeur de Chine au Congo.

Le quartier Massengo est situé au nord de Brazzaville, dans l'arron-



Le maire et l'ambassadeur essayant l'ouvrage Adiac

« L'eau issue de ces forages est potable car elle est tirée d'une profondeur de plus de soixante mètres.

Les forages sont manuels et durables mais je demande aux communautés de bien les gérer. Nous voulons que l'eau buvable ne soit plus une denrée rare. La construction de ces forages manuels est progressive. Après Massengo, au quartier Madibou sera également érigé un autre pour qu'avant la fin de l'année, on en totalise huit »

dissement 9 Djiri. Traversé par la route nationale n°2, il est entouré de montagnes et la population qui y vit est souvent confrontée aux problèmes d'eau potable.

« L'eau issue de ces forages est potable car elle est tirée d'une

profondeur de plus de soixante mètres. Les forages sont manuels et durables mais je demande aux communautés de bien les gérer. Nous voulons que l'eau buvable ne soit plus une denrée rare. La construction de ces forages manuels est progres-

sive. Après Massengo, au quartier Madibou sera également érigé un autre pour qu'avant la fin de l'année, on en totalise huit », a commenté Christian Roger Okemba.

Fortuné Ibara

DISTRICT DE MINDOULI

La population informée du risque de la rage

Des cas de rage canine et humaine ont été enregistrés dans la localité, suscitant l'inquiétude des pouvoirs publics. D'où l'organisation, le 28 septembre, d'une campagne de sensibilisation autour des mesures de prévention de la maladie.

L'activité a été initiée par les ministères de l'Agriculture et de la Santé, la communauté urbaine de Mindouli, dans le département du Pool, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'organisation de cette campagne coïncide avec la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la rage, dont le but est de sensibiliser la population à la prévention de la zoonose majeure et d'atteindre « zéro décès humain dû à la rage d'ici à 2030 », à travers l'approche « One health / Une santé » au Congo. Le public a pu assister à des exposés sur la maladie et les suspicions des cas de rage canine et humaine enregistrés dans la localité de Mindouli. De même, des rencontres ont été initiées avec les chefs de quartier, les chefs religieux, les agents de santé, de l'agriculture et de la force publique.

Cette activité est alignée sur le troisième axe prioritaire du cadre de programmation pays 2019-2022

entre la FAO et le gouvernement du Congo intitulé « Développement des réponses pour l'approche «une seule santé» et le renforcement de la résilience des groupes vulnérables face aux urgences, aux crises et aux catastrophes».

Notons que la rage est une maladie infectieuse et transmissible affectant non seulement les espèces animales à sang chaud dont les carnivores (chiens, chats...), mais aussi l'homme. D'après l'OMS, les enfants de moins de 15 ans sont particulièrement exposés à cette maladie et que les cas de rage humaine sont dus à plus de 99% aux morsures de chiens enrégés.

Le thème de la treizième Journée internationale de lutte contre la rage est « La rage : vacciner pour l'éliminer ». L'objectif étant de contribuer au renforcement de la collaboration intersectorielle et multidisciplinaire de toutes les parties prenantes impliquées, y compris la population, dans l'élimination de la maladie.

Dominique Mpambou
et Séville Mombo (stagiaires)

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des Caissiers

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir au minimum un Bac + 3 en Banque et Assurance, en Finance et Gestion Bancaire, Gestion Financière et Fiscalité, Economie Monétaire et Financière;
- Avoir d'excellentes aptitudes à la communication et au service à la clientèle, de solides compétences en mathématiques;
- Savoir traiter et inscrire les opérations courantes des clients de la banque : recevoir des dépôts et des remboursements de prêts, encaisser des chèques, émettre des retraits d'épargne et enregistrer tous les dépôts effectués par les clients le jour même;
- Savoir effectuer des tâches spécialisées comme des traites bancaires et mandats personnels ou convertir des devises;
- Savoir compter les espèces;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (le Chinois de préférence) ainsi qu'une (1) année d'expérience dans une institution financière de la place, dans la zone CEMAC, dans une coopérative d'épargne ou de crédit serait un atout;
- Etre disponible à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et organisé
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- CV accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
 - Références des deux précédents employeurs (le cas échéant)
- Les dossiers de candidature devront être envoyés à l'adresse suivante : recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le 15 Octobre 2019 à 17h00.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionnés (es) seront convoqués(es) pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

COOPÉRATION

La Fécofoot reçoit un soutien de son homologue de France

L'instance faîtière du football congolais peut désormais compter sur un important appui de la Fédération française de football (FFF) dans la mise en oeuvre du programme de soutien technique initié par la Fédération internationale de football association (Fifa).

La FFF a favorablement répondu au Congo, en déléguant Ludovic Debru à Brazzaville pour faire un état des lieux et voir dans quelle mesure adapter le programme aux besoins de la Fécofoot (Fédération congolaise de football). Le 30 septembre dernier, animant une conférence de presse, le représentant du directeur technique national de la FFF a expliqué l'origine du programme de soutien technique.

Selon l'expert français, il s'agit d'un programme défini par la Fifa, inspiré d'une expérience menée. Il répond, d'après lui, à la volonté du président de la fédération française de répondre favorablement aux fédérations qui en feraient la demande.

Les trois axes prioritaires qui seront pris en compte dans ce programme, à savoir le football des jeunes, le football féminin et la formation des cadres correspondent aux besoins de la Fécofoot. « Nous avons reçu le document de la Fédération française de football. Dans celui-ci, il y a eu le programme de soutien technique qui a trois axes principaux à développer. Ces trois axes nous ont intéressés, car ils correspondaient à nos besoins », a expliqué Gaston Tchiangana, le directeur



Ludovic Debru et Gaston Tchiangana face à la presse Adiac

technique de la Fécofoot.

Depuis son arrivée à Brazzaville, le 25 septembre, Ludovic Debru a travaillé avec les responsables de la direction technique locale, qui lui ont présenté l'état du football congolais. « L'idée est d'essayer de voir comment vous fonctionnez en local, quelle est la réalité du contexte, où voulez-vous aller? Dans ce cadre, nous allons faire un peu le guidage ou le soutien. Bien évidemment, l'idée est que cela soit sur un temps long », a expliqué Ludovic Debru à la presse.

Former avant tout les cadres

Parmi les priorités définies, le di-

recteur technique de la Fécofoot a insisté sur le déficit dans la formation des cadres. Gaston Tchiangana a laissé entendre que depuis deux ans, la Confédération africaine de football a arrêté ses formations. Ce qui a poussé la direction technique à ne se contenter que des formations locales. « La présence de l'expert dans ce cadre pourrait nous aider à nous soutenir dans ce sens », a-t-il commenté. Les modalités de détection et la formation des joueurs posent aussi problème. « C'est vrai que nous faisons une détection ici, mais c'est souvent lors qu'il y a un événement que nous organisons une détection et cela se fait seu-

lement à Brazzaville. Il y a également la formation des joueurs. A ce niveau-là, je crois que nous nous limitons à la formation des U-17 et U-20, alors qu'il faut partir un peu en amont pour les formations plus basses », a précisé Gaston Tchiangana.

Ludovic Debru a, par ailleurs, rappelé que le programme de soutien technique, qui est un programme de développement, s'inscrit sur le long terme. Il a précisé que lorsque le travail se focalise sur le football des jeunes, l'idée est de récolter les fruits qu'on a semés pendant trois, quatre ou cinq ans. Il a souligné que c'est un mode de fonctionnement indispensable pour avoir

un football complet et performant. Les jalons du programme ne seront posés que dans le sens voulu par le Congo qui était choisi parmi les premiers pays à en bénéficier. « C'est la Fifa qui initie le programme. Elle nous demande de collaborer avec la fédération congolaise. C'est cette dernière qui va nous dire par quelle étape va t-on commencer », a dit l'envoyé de la FFF.

L'expert français a toutefois insisté sur le fait que la réussite de ce programme passera avant tout par la formation des cadres qui est la pierre angulaire du système. « La solution passera de toutes les façons par la formation des entraîneurs, le renforcement des compétences. Ce transfert de compétence existe partout. On essaiera de proposer une méthodologie. Tous les modèles de développement sont fondés sur la formation des entraîneurs », a commenté le responsable international représentant le directeur technique de la FFF. Et d'insister : « C'est évident qu'il faut commencer par la formation des entraîneurs, par un travail de développement de terrain ».

James Golden Eloué

ŒUVRES SOCIALES

La fondation Harris-Oyo distribue des kits scolaires aux jeunes athlètes de Ouenzé

L'organisation humanitaire, en collaboration avec ses partenaires, a offert, le 29 septembre à Brazzaville, des kits scolaires aux jeunes athlètes du Club sportif Le Baobab, dans le cadre du lancement officiel de l'initiative « Sport d'accord, l'école d'abord ».

Le projet vise à sensibiliser les jeunes athlètes à l'importance de l'école, un lieu d'apprentissage, de sociabilité et d'échanges pour eux.

« Cette donation des fournitures scolaires restera gravée dans le livre d'or de notre association. Nous encourageons les jeunes athlètes à aller à l'école », a commenté Rock Kikouama, responsable du club sportif Le

Baobab. En prélude à ce geste humanitaire, l'élu de la troisième circonscription électorale de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, Romi Oyo, a assisté à une séance de démonstration des techniques de combats du judo. Il était accompagné de Mme Catherine, conseillère économique à l'ambassade de France au Congo, de la directrice de la fondation, Cecilia Oyo, ainsi

que de Mme Romaine, déléguée de la fondation Burotop Iris. En la circonstance, la fondation Harris-Oyo a relevé que la pratique régulière du sport est recommandée par les médecins. Elle a également évoqué son bien-fondé pour la santé, notamment l'optimisation de la circulation sanguine.

« Sans éducation, sans formation scolaire ou académique adéquate, aucune activité sportive ne peut s'exercer durablement. Nous pensons que la pratique du sport devrait contribuer aux compétences cognitives et sociales. Nous voulons plus d'équilibre entre les performances scolaires et sportives », a indiqué un membre de cette fondation.

L'initiative « Sport d'accord, l'école d'abord » soulage également la peine des parents en cette période des préparatifs de la rentrée des classes 2019-2020. « Nous voulons que les jeunes athlètes aient plus de responsabilités dans leurs cursus scolaires », a résumé Cecilia Oyo, directrice de la fondation.



Remise symbolique d'un kit scolaire par Romi Oyo/Adiac

Fortuné Ibara

ARTS MARTIAUX

La Fécotae célèbre les quarante ans de pratique du taekwondo au Congo

Les membres du bureau fédéral de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae) et les taekwondoïstes des différents clubs de Brazzaville ont commémoré l'événement à travers des combats de démonstration.



Une séquence de démonstration

Une cinquantaine d'athlètes environ de tout âge et toute catégorie a participé, le 29 septembre, à Brazzaville, à la grande fête du taekwondo congolais, mettant en exergue, grâce à leur savoir-faire, les atouts de ce sport de combat. La Fécotae a profité de cette manifestation pour organiser un mini-tournoi afin de sélectionner les athlètes qui vont renforcer l'ossature de l'équipe nationale de la discipline, question de préparer les prochaines échéances.

« Nous avons retenu quelques athlètes qui participeront à l'ambassadeur Cup, à Kinshasa, une compétition organisée par l'ambassade de Corée. Cette même équipe représentera la République du Congo, du 24 au 28 octobre, à Yaoundé, au Cameroun, à la coupe zonale de taekwondo », a précisé Rock Cyr Popossy, président de la Fécotae.

Notons qu'au terme de l'activité, plusieurs taekwondoïstes ont été élevés par le président de la fédération au grade supérieur, notamment au rang de ceinture noire 8e dan, 7e dan, 6e dan, 5e et 4e dan.

Rude Ngoma

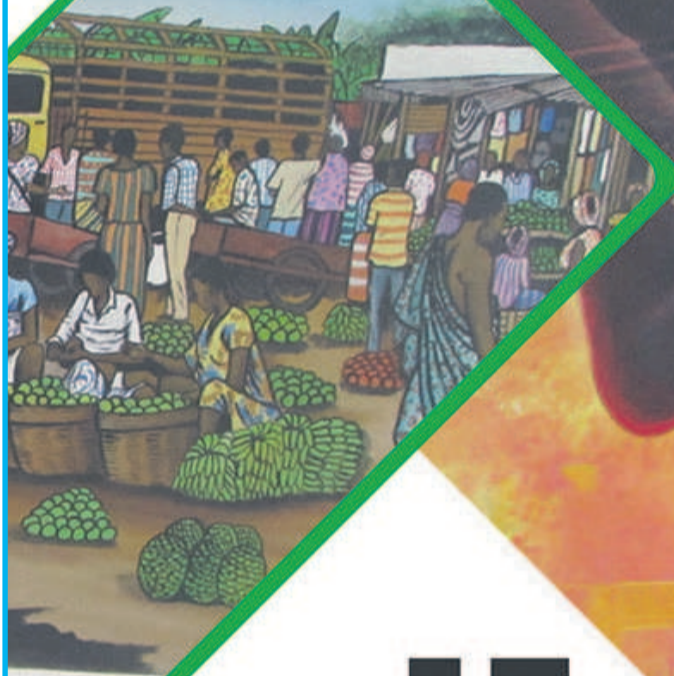
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

*Marché du village
Nzimmy B*



*A la recherche du bonheur
Tumbe Chris*

13
du **Août**
Au **12**
Octobre 2019

*Les géants de la forêt
Zénon Mosséli*



Musée
du Bassin du **Congo**

Contacts
+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse
B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



DEUXIÈME ÉDITION DU FESTIVAL DE LA MER

La gestion durable de la ressource halieutique au centre des échanges

L'événement a eu lieu le 27 septembre dernier à Matombi, village côtier situé dans le département du Kouilou. Initié par l'ONG Renatura Congo pour célébrer la Journée mondiale de la mer, le festival a réuni les pêcheurs artisans de la Baie de Loango qui ont échangé sur la manière de gérer durablement et collectivement la ressource halieutique et suggéré des solutions en vue de sa préservation.

Le festival de la Mer s'inscrit dans le cadre du programme « Pêche durable » développé au sein de Renatura Congo. Sa deuxième édition a également rassemblé les associations représentatives du secteur de la pêche, à savoir la Bouée couronne, l'Association des patrons pêcheurs et artisans congolais (Appac), le Groupement des femmes mareyeuses et formatrices des produits halieutiques, les groupements des pêcheurs artisans de la Baie de Loango, le Syndicat des armateurs de pêche industrielle ainsi que le Projet AMP Loango.

Sources de toute vie, les océans contribuent à la subsistance alimentaire tout en étant une source d'emploi importante et une voie de développement économique. Premiers régulateurs du climat, les océans jouent aussi un rôle vital pour l'équilibre de la planète (surtout en ce moment de bouleversements et de changements climatiques). Aujourd'hui, la plupart des ressources halieutiques étant menacées et surexploitées, Renatura Congo, qui œuvre pour la protection de la biodiversité et des tortues marines, a initié le festival de la Mer afin de sensibiliser aux défis de la préservation des écosystèmes marins et des ressources halieutiques, pour les générations actuelles et futures.

La deuxième édition de ce festival a eu donc comme objectifs de promouvoir les richesses de la biodiversité marine, de valoriser le secteur de la pêche artisanale et les métiers afférents, et de discuter des pratiques à adopter en vue d'une pêche durable au Congo. C'était aussi l'occasion de mettre en valeur les liens existant entre une gestion durable des ressources ha-

lieutiques et les pêcheurs artisans qui, selon Nathalie Mianseko, directrice de Renatura Congo, pratiquent une pêche raisonnée, à l'écoute de l'environnement : « Ces pêcheurs sont d'excellents observateurs et connaisseurs du monde marin et de son fonctionnement », a-t-elle indiqué. Le directeur départemental du Tourisme et de l'environnement, Nzonzi Minkala, pour sa part, a estimé que « mettre en valeur ce secteur de la pêche artisanale et réfléchir avec ses acteurs sur les bonnes pratiques de leur activité est la voie privilégiée pour l'émergence d'une pêche durable au Congo ».

Des solutions pour une gestion durable de la ressource halieutique

Au cours du festival, les participants ont suivi des extraits du documentaire intitulé « Océans 2, la voix des invisibles », qui donne un aperçu des modes de cogestion des pêcheries artisanales dans le monde, ainsi qu'un mini reportage sur les outils et méthodes mises en place au Sénégal pour restaurer certaines espèces (confection de nids pour les pontes des seiches, plantation de mangroves, respect des repos biologiques, définition de la taille des captures etc.).

Les participants se sont aussi livrés à un débat sur les solutions à adopter localement dans la Baie de Loango pour gérer durablement les ressources. Jadis considérée comme un réservoir de biodiversité, cette baie est victime présentement de surexploitation par les navires de pêche industrielle, en général, et chinois en particulier. « Les Chinois exercent leurs activités sans respecter la réglementation. Ils viennent pêcher dans notre zone, à zéro mètre, sans balises, avec des filets non conventionnels et détruisent notre matériel », a déploré Jean Jean-Félix Loemba, secrétaire général de l'Appac. Il a été aussi noté la présence d'un grand nombre d'utilisateurs de l'espace marin (commerce maritime, activités pétrolières offshore etc) et la destruction de la mangrove. Rappelant leur part de responsabilités, les participants ont suggéré comme solutions, entre autres, la réduction du nombre de navires de pêche industrielle (plus de cent navires actuellement), le respect du repos biologique



Les pêcheurs lors du festival de la mer/Adiac

des espèces halieutiques, des sensibilisations à l'importance des écosystèmes comme la mangrove et l'adoption de comportements responsables. Les pêcheurs ont appelé les autorités à veiller à l'application de la réglementation en vigueur dans le secteur de la pêche et émis le souhait de mettre en place des actions de plantation de mangroves, capitale pour la restauration des espèces dans la Baie de Loango. Ils ont aussi suivi une présentation du projet de création d'une aire marine protégée dans cette baie, qui devrait voir le jour prochainement. Outre ces activités, le festival a été marqué par le concours de tressage

de filets remportés par Kouali Mouanda. Les enfants de Matombi ont aussi pris part à l'événement en réalisant une fresque sur le thème de la mer et via une représentation théâtrale d'une libération de tortue marine, l'une des activités phares de Renatura Congo. Ils ont aussi mis en lumière une action de préservation de la biodiversité très efficace. La deuxième édition du festival de la Mer s'est déroulée en présence de Nzonzi Minkala, directeur départemental du tourisme et de l'environnement, et de M. Mokelo, représentant de la direction interdépartementale de la pêche.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Plus de 160 kg de déchets collectés sur la plage de Pointe-Noire

La Délégation de l'Union européenne (UE) en République du Congo a organisé, le 1^{er} octobre dans la ville océane, une opération de nettoyage de la plage, dénommée « Beach clean up ». L'activité s'est déroulée en présence de Raul Mateus Paula, ambassadeur de l'UE dans le pays.

L'opération de nettoyage et de collecte de déchets, notamment les plastiques qui contribuent fortement à la pollution des plages et des mers et au réchauffement climatique, s'inscrit dans le triple cadre de la Journée mondiale du nettoyage de la planète; du sommet Action climat des Nations unies; et la célébration de la Semaine de l'environnement et de la diplomatie climatique, organisée chaque année par l'UE.

En organisant cette activité, la Délégation de l'UE a souhaité rejoindre l'effort mondial de nettoyage des plages et de collecte des déchets. Ainsi, au cours de celle-ci, plus de 160 kg de déchets ont été ramassés sur la plage de Pointe-Noire dans les rayons du restaurant Ponton Plage en moins d'une heure.

L'objectif était de sensibiliser le grand public à l'importance d'assainir son environnement mais aussi et surtout à mieux gérer les déchets de toutes sortes produits en abondance chaque année. Au-delà de l'incivisme, il s'agissait de donner l'alerte sur le fléau environnemental qui présente un impact négatif sur la



Des participants à l'opération de nettoyage de plage/Adiac

biodiversité mais également de promouvoir plus d'actions fédératrices en faveur du climat.

«Pointe-Noire, une ville fragile»

Dans son mot de circonstance, Raul Mateus Paula a attiré l'attention du public sur la problématique croissante de la pollution des plages et, par ricochet, celle des mers. De même, il a tiré la sonnette d'alarme sur le problème de surpêche avec un nombre croissant de bateaux sur les côtes congolaises, compa-

ré aux autres pays limitrophes, avec pour cause, la disparition ou encore la diminution des poissons.

Le député-maire de la ville de Pointe-Noire, Jean François Kando, venu pour encourager les organisateurs a, quant à lui, rappelé que cette activité n'était pas anodine mais bien au contraire, il s'agit là du début d'une prise de conscience collective autour des questions d'environnement. Pointe-Noire, a-t-il dit, est une ville qui se trouve au bord de la mer et sur le plan environne-

mental, c'est une ville fragile. « Si nous n'entretenons pas l'environnement, les risques seront beaucoup plus nombreux, déjà la ville est au même niveau que la mer, une chose qui est dramatique. Ce genre d'activités peut nous permettre de mettre en place une nouvelle citoyenneté en matière d'environnement, parce que la population est inconsciente des risques et dangers que peuvent produire ses déchets », a-t-il estimé.

Par cette même occasion, Jean François Kando a demandé aux associations qui luttent dans ce domaine de s'étendre dans les quartiers pour que la population s'imprègne et intériorise la question de l'environnement, comme un danger pour la santé publique et son cadre de vie.

En effet, lors du sommet des Nations unies, les gouvernements et les jeunes ont envoyé un signal fort aux parties prenantes ainsi qu'aux citoyens du monde entier afin que la communauté internationale s'efforce de lutter plus efficacement contre le changement climatique.

Le message véhiculé concerne à

la fois l'importance de jeter les déchets dans des endroits appropriés mais également de les trier en fonction de leur caractère recyclable ou non. Car les déchets sur les plages ne sont pas seulement ceux laissés par les gens mais aussi ceux qui, faute de gestion efficace, se sont retrouvés dans la mer via les fleuves et que les courants charrient sur le rivage.

La Délégation de l'UE ne compte pas s'arrêter là, cette journée se veut être une première étape car en synchronisant les actions et en amplifiant le mouvement, le message sera bien plus puissant. Car au-delà du nettoyage, l'objectif premier est de faire évoluer la société et les mentalités, notamment à travers des actions similaires.

Notons que cette activité a connu la participation de l'ONG Renatura Congo qui lutte en faveur de la préservation de l'environnement et la protection des tortues marines, ainsi que des sociétés Tant et Averda, spécialisées respectivement dans le recyclage des déchets plastiques et le ramassage des ordures.

Hugues Prosper Mabonzo

LOISIRS

Un document de politique nationale en examen

Un atelier national, ouvert le 1er octobre à Brazzaville par la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan Nonault, se penche sur le document de politique nationale de développement durable responsable en matière des loisirs au Congo en vue de sa validation.



La photo de famille après la cérémonie d'ouverture (Destin photo)

Conduit par un consultant international, le travail s'est décliné en quatre phases principales, à savoir la réalisation du diagnostic participatif qui a permis de faire le point sur la situation globale actuelle du secteur des loisirs; l'élaboration de la politique nationale de développement des loisirs sur la base des données du diagnostic participatif; l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de cette politique; enfin, l'élaboration du plan d'action de développement des loisirs qui propose et planifie les actions à mettre en œuvre pour le développement durable et responsable du secteur au cours des cinq prochaines années.

Pour le représentant résident du Programme des Nations unies

pour le développement (Pnud), Maleye Diop, le sujet est d'une grande importance pour le Congo et ce n'est pas sans raison que les dirigeants lui portent un intérêt réel pour participer à la diversification économique.

Le pays, a-t-il dit, dispose d'un potentiel naturel inestimable à son développement dans le secteur des loisirs et il est important de disposer d'une bonne stratégie pour mieux l'exploiter au bénéfice de l'économie nationale et de la population.

« La problématique des loisirs est d'autant plus pertinente, au risque de me répéter, pour le Congo qui regorge d'immenses potentialités à exploiter. Fort de ce constat et de la nécessité

d'encadrer le développement durable du secteur des loisirs, le Pnud s'est engagé à accompagner le gouvernement de la République du Congo dans l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action pluriannuel », a déclaré le représentant du Pnud au Congo. Les loisirs et le tourisme, a-t-il ajouté, sont devenus un des secteurs économiques en pleine croissance au point de figurer parmi les piliers majeurs du Plan national de développement 2018-2022 du pays.

Un document qui tient compte de toutes les formes de loisirs

Ouvrant l'atelier, Arlette Soudan-Nonault a indiqué qu'après l'élaboration de la politique et de

la stratégie du tourisme, le ministère dont elle a la charge, en collaboration avec le Pnud, a mis en chantier, au début de cette année, la réalisation du diagnostic du secteur des loisirs, duquel ont découlé la politique, la stratégie ainsi que le plan de développement durable et responsable des loisirs au Congo.

Ce document vient compléter celui du tourisme adopté en 2017 et tient compte de toutes les formes de loisirs se rapportant à l'occupation du temps libre des citoyens, a précisé la ministre. Il s'agit, entre autres, des loisirs socioéducatifs, sportifs, artistiques, ludiques, socioculturels. Tous les moyens, a-t-elle assuré, ont été mis en œuvre pour élaborer une

politique attrayante et efficace dans ce domaine. L'objectif étant la promotion du développement des loisirs sains au Congo à travers une meilleure implication des différents acteurs du secteur. Cette politique est orientée essentiellement vers quatre axes, à savoir la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique des activités et structures de loisirs; la création d'une industrie de loisirs, pourvoyeuse d'emplois décents et durables qui prend en ligne de compte la dimension genre et jeunesse; la généralisation de l'accès du plus grand nombre de citoyens aux loisirs sains, à moindre coût et sécurisés; enfin, la promotion, en collaboration avec les ministères compétents, des structures de formation qualifiante dans les métiers des loisirs.

« Je suis convaincue qu'avec l'apport et l'enrichissement de tous ici présents, nous disposons d'une bonne politique nationale, d'une stratégie et d'un plan d'action de développement durable et responsable du secteur des loisirs, qui répondra aux attentes et aspirations de la population et pour lesquels nous bénéficierons de l'appui et de l'accompagnement des investisseurs et des bailleurs de fonds », a conclu la ministre.

Bruno Okokana

VIE DES CLUBS

Le président général de l'Etoile du Congo veut que le sport soit un socle de l'unité nationale

Emmanuel Nguélondé-Mongo, heureux de recevoir le trophée gagné par son équipe, le 29 septembre, à Owando, a demandé à ses protégés de faire en sorte que le sport soit un véritable pilier de l'unité nationale.

Les Stelliens ont bien démarré la saison 2019-2020, en remportant, au stade Marien-Ngouabi d'Owando, le trophée qui ouvre officiellement la saison, en battant l'AS Otoho sur un score de 3-0.

Les joueurs et les membres du staff technique de l'Etoile du Congo ont présenté le trophée qu'ils ont gagné à leur président général, le général à la retraite Emmanuel Nguélondé-Mongo, le 30 septembre, à leur retour à Brazzaville. Ce dernier a eu des mots justes pour les féliciter et les encourager à poursuivre sur cette lancée. « Mes enfants, je vous dis merci pour le combat que vous avez mené dimanche à Owando, dans le stade Marien-Ngouabi. Les dirigeants de l'Etoile du Congo vous ont envoyés en mission. Vous étiez porteurs d'un fusil. Vous êtes partis à la chasse et vous rentrez en tuant un sanglier », a-t-il qualifié l'exploit de son équipe qui vient de gagner deux trophées en l'espace de quarante-cinq jours.

La page de la super coupe étant désormais tournée, l'Etoile du Congo doit se concentrer sur la reprise du championnat national. A cet effet,



Le président de la section football remettant le trophée à Emmanuel Nguélondé-Mongo/Adiac pionnat 2019-2020 », a-t-il rappelé, avant d'inviter ses joueurs à tout faire pour que le sport soit le socle d'une véritable unité nationale.

Emmanuel Nguélondé-Mongo a demandé à ses protégés d'entamer la nouvelle saison avec le même état d'esprit. Ce club, en effet, débute le nouvel exercice, le 6 octobre, en affrontant au stade Alphonse-Massamba-Débat la formation de Patronage Sainte-Anne. « Nous allons pouvoir continuer, le dimanche 6 octobre, car il y a une rencontre qui est prévue dans le cadre du cham-

« Il faut qu'on arrive à faire du sport, dans notre pays, le véritable socle de notre nation. Il n'y a pas de politique là-dedans. Toi qui es à l'Etoile du Congo, aux Diables noirs, au Cara, à Patronage, à AS Otoho, etc., faisons du sport le vé-

ritable socle de notre unité nationale », a-t-il insisté.

Dans son message, le président général de l'Etoile du Congo a demandé aux joueurs de lier l'effort demandé à l'un des objectifs de leur carrière, qui consiste à gagner des places au sein de l'équipe nationale.

« On vient à l'Etoile du Congo pour donner un rayonnement à votre équipe et à la nation congolaise

pour que demain, qu'il y ait parmi vous, des joueurs qui vont intégrer les Diables rouges. Il faut vous battre pour que demain, nous puissions avoir huit ou six joueurs dans l'équipe nationale. Ce serait notre victoire », a-t-il conseillé.

Après avoir réussi à redresser la barre en permettant à l'Etoile du Congo de gagner les titres qui lui échappaient depuis treize ans, Cédric Nanitelamio a estimé que son équipe a encore du chemin à se faire.

Selon lui, seul le travail permettra au groupe, dont il a salué la qualité, de se surpasser. « Il ne faut pas s'affoler et non plus croire que si on a gagné la coupe du Congo et la super coupe, on est le meilleur. On a la qualité dans le groupe. Ce qui reste à faire, c'est de beaucoup bosser, travailler dignement et de façon concrète afin que demain soit meilleur. Si on doit gagner, il faut d'abord rester sur terre. Nous devons nous montrer dignes de nous-mêmes et continuer à bosser, en respectant nos adversaires », a conclu l'entraîneur stellien.

James Golden Eloué